



Crise des matières premières <i>Une partie perdue d'avance</i>	1
Finance et développement <i>La nouvelle donne</i>	3
Gestion des mauvaises herbes <i>Remplacez-les !</i>	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE <i>Les professionnels de l'information Question de confiance</i>	16

Site Web : www.cta.nl



Dans ce numéro

Nous parlons souvent dans ces colonnes des cycles de la vie : les jours succèdent aux nuits, les nuits aux jours, la lune régule les marées. Les saisons se suivent, la pluie et la sécheresse viennent à leur heure. Ces cycles de la nature sont parfois si réguliers qu'ils sont beaux, comme un ballet bien orchestré.

Et nous, nous dansons aussi, mais ce n'est pas toujours aussi harmonieux. Les prix des matières premières, par exemple : ils valsent, et nous voilà entraînés dans une gigue chaotique. Ils s'effondrent, semblent se relever... Comment garder l'équilibre ? Nous nous demandons aussi, dans notre second article, comment danser avec les bailleurs de fonds sans se faire marcher sur les pieds. Comment gérer l'incertitude ?

Vienne la nuit, sonne l'heure / les jours s'en vont Spore demeure. Vos rubriques régulières sont toujours là, et une jeune professionnelle de l'information nous fait partager sa confiance en l'avenir dans un point de vue optimiste.



Photo V. Audéat © Sunset

Crise des matières premières

Une partie perdue d'avance

Vivre des matières premières n'a jamais été facile, mais aujourd'hui, c'est devenu un jeu dangereux et sans espoir. Il y a trois façons de s'en sortir : mourir, se jeter à l'eau ou se protéger.

Décembre 2001, marché du cacao de Mbanga, au nord-ouest de Douala, le principal port du Cameroun. Les participants à un séminaire du CTA sur les organisations paysannes visitent ce marché. Une demi-douzaine de producteurs tendent leurs sacs aux costauds engagés par le négociant pour charger son camion.

« Bientôt, vous n'aurez plus du tout besoin de venir, grondent les producteurs. Nous allons laisser tomber le cacao car nous y perdons trop d'argent. Nous avons des familles à nourrir. Nous allons nous reconvertir dans le café, beaucoup plus sûr ». Une dispute commence, le chargement cesse, la tension monte, interrompue par deux participantes, plutôt costaudes elles aussi et qui, sans craindre de se casser les ongles et de déchirer leur robe, hissent un autre sac sur l'échelle branlante du commerçant. Tout le monde

s'esclaffe. Le chargement recommence et les producteurs reprennent leurs vaines tentatives pour arracher un meilleur prix.

La langue de quelques jeunes producteurs se délie après le départ des anciens et des participants au séminaire. Ils confirment leur désir de reconversion vers le café. Selon l'un d'eux, ce sera le café ou l'exode vers la ville.

Plus tard, le vulgarisateur local parle avec passion de la nécessité d'un service d'information sur les marchés. Pour que les producteurs puissent prendre la décision de passer au café en toute connaissance de cause, insiste-t-il, il est essentiel de les sensibiliser aux prix. Dans son bureau, on trouve *Spore* 95, avec un article qui explique pourquoi 20 millions de producteurs de café veulent absolument en sortir, en raison de la chute des prix. « Après deux années de chute libre, qui se poursuit encore, les producteurs ne

peuvent plus se permettre de produire à ce prix ».

Toute cette confusion et cette dégradation, ne facilitent pas l'analyse de la dernière « crise des matières premières ». Allez sur un marché, ouvrez un journal financier, écoutez le discours des ONG, discutez avec un ministre des finances : au bout de quelques minutes, vous entendrez les mots « crise des matières premières ». En a-t-il jamais été autrement ?

En fait, ces crises correspondent à des cycles, qui comportent souvent de bonnes années – voire de bonnes décennies – et aussi des mauvaises. Piètre consolation pour les producteurs profondément endettés qui n'ont comme perspectives que d'autres dettes. Les subtilités des « cycles de prix des matières premières » rapportées par les historiens de l'économie n'ont pas beaucoup de sens lorsque la réalité devient de plus en plus dure.

Parmi les matières premières agricoles, c'est le café qui a connu la chute la plus tragique depuis longtemps, dégringolant de 70 %, en moyenne, depuis 1997. Evoquant une exploitation familiale, à Kituntu (Ouganda), la « Campagne pour un commerce équitable » décrit la chute de 83 % par rapport aux prix de 1997, de 600 shillings ougandais le kilo (environ 0,44 €) à 100 shillings fin 2001. Les enfants de cette famille ont quitté l'école pour cultiver des légumes entre les plants de café. Pour les 5 millions de petits récoltants et leurs familles, qui représentent le quart de la population ougandaise et qui vivent de la culture du café, ces fluctuations de prix spectaculaires touchent très durement leur foyer.

Comment savoir ?

Pour vouloir se lancer dans un marché du café déprimé, comme veulent le faire quelques producteurs de cacao à Mbanga, il faut être tout à fait désespéré. Et comment ne pas l'être avec, en 2001, des prix de l'ordre de 40 % inférieurs à ceux de 1998, même si on est encore au-dessus des niveaux de 2000, les plus mauvais. Cela vous aiderait-il de savoir que l'Organisation internationale du cacao prévoit que les prix du cacao feront un bond de 25 % à la fin 2002, par rapport à 2000, et de 56 % à l'horizon 2003 ? Et qu'à la fin de 2005 ils auront peut-être perdu 10 %, se situant ainsi dans une augmentation de 40 % par rapport à 2000 ? Sans doute, mais qui va vous le dire ?

Ces projections de



Photo R. Falduiti © FAO

prix, aussi confuses soient-elles, ne sont que des hypothèses et dépendent d'une série de facteurs. La même incertitude vaut pour les prix de toutes les autres matières premières agricoles, qu'il s'agisse du sorgho (relativement stable ces deux dernières années), du coton ou de l'arachide (régulièrement à la baisse). Dans de nombreux pays ACP, lourdement dépendants des matières premières pour leurs recettes d'exportation, tous ces prix sont importants. Toute évolution des prix a un impact direct sur la vie de la population, que celle-ci produise ou non des cultures de rente : dans de nombreuses zones d'Afrique de l'Ouest, par exemple, les produits de première nécessité représentent entre le tiers et la moitié des dépenses des ménages.

L'espoir n'est qu'une décimale

Ces différences de prix – à peine une décimale dans une équation pour certains – se traduisent en conséquences dramatiques pour les autres, qu'il s'agisse d'individus ou d'économies nationales, même si, comme le proclame le mouvement pour un commerce équitable, « un producteur ghanéen de cacao ne gagne que 1,2 % du prix payé par un consommateur pour sa barre de chocolat ». La route est cahoteuse et, devant, le chemin est jonché de tous les risques que les producteurs connaissent bien, au-delà de celui des prix. Une mauvaise météo ou un mauvais approvisionnement en intrants peut réduire la récolte d'un pays, mais des récoltes exceptionnelles ailleurs peuvent faire baisser le prix moyen. Les courtiers en matières premières peuvent pousser les prix à la hausse afin de tirer un profit rapide. Les consommateurs ou les régulateurs de la santé peuvent inciter à s'écarter de certains produits – les arachides d'Afrique de l'Ouest et les racines de kawa du Pacifique en sont les victimes les plus récentes – et contraindre les prix à la baisse. Des chercheurs peuvent perfectionner des produits artificiels et ruiner les chances des produits naturels – cela semble être le cas de la vanille.

Appelez votre assureur

Les producteurs de matières premières courent aujourd'hui de très hauts risques avec la baisse des prix, au point que toutes les stratégies de survie personnelle ou les tentatives mondiales de déstabilisation des prix ont été largement abandonnées.

Comment s'en sortir ? Les quelques réponses proposées sont trop timides, trop tardives et manquent de créativité. Les plans pour retenir la production et forcer ainsi les prix à monter sont écartés à la fois par les producteurs concurrents (comme le Vietnam pour le café) ou par la technologie qui permet aux transformateurs d'accumuler des stocks plus longtemps. D'autres voient l'espoir dans les marchés de niche des chocolats biologiques en provenance du Ghana ou les cafés exquis des nouveaux producteurs du Vanuatu, qui doivent se battre avec les crus spécialisés de

Jamaïque ou d'Éthiopie. Malheureusement, les niches ne sont pas à la portée de tous.

Le chaînon manquant, comme *Spore* l'a déjà souligné, c'est l'assurance. Pendant des siècles, les courtiers en matières premières se sont protégés des fluctuations excessives des prix avec des plans d'assurance. Pourquoi les producteurs n'en feraient-ils pas autant ?

La méthode la plus simple est de se protéger et de minimiser les pertes en équilibrant les risques les uns par rapport aux autres. En termes de champ et de silo, un producteur (ou un groupe de producteurs) conclut un accord avec un acheteur pour un prix mini-



Photo J. Homer © Panos Pictures

Le tas de cabosses monte, le prix du cacao descend.

mal garanti même si le prix du marché chute. En échange, ils se mettent d'accord sur un prix maximal qui sera pratiqué même si le prix du marché le dépasse. L'accord peut être renforcé par un crédit relais assorti d'un intérêt raisonnable, à l'inverse des prêteurs sur gages.

En théorie, ce concept est loin d'être inconnu des agriculteurs prudents qui savent répartir les risques. En pratique, cela implique une démarche volontaire pour payer une prime d'assurance, du bon sens financier et une information complète et sérieuse. Parmi leurs très nombreuses tâches, les organisations paysannes ont ici un rôle déterminant à jouer. L'économiste Olivier Combe affirmait, au milieu des années 1990, qu'elles devraient être l'intermédiaire entre les paysans et le monde financier.

La Banque mondiale – souvent critiquée pour sa recherche tâtonnante d'idées nouvelles en matière de développement – a lancé un nouveau programme pour que les petits exploitants et leurs organisations aient un bon accès aux outils qui permettent de gérer leurs risques dans un marché volatil. De très nombreux ménages en dépendent.

Il faudra du temps pour que les institutions et les professions comme les agriculteurs, les banquiers et les actuaires s'habituent à devenir des partenaires, mais c'est un risque qu'il faut sans aucun doute prendre.

Pour plus d'informations :
International Task Force for Commodity Risk
Management
c/o CRM Groupe, Département Développement Rural
Banque mondiale, 1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433, USA
Fax : +1 202 477 6391
E-mail : feedback@itf-commrisk.org
Site Web : www.itf-commrisk.org

Finance et développement

La nouvelle donne

L'aide est-elle un concept en voie d'extinction ? L'agriculture ferait peut-être bien d'encourager les « investissements intérieurs ».

Comme un client qui s'assure que le marchand n'a pas ajouté de pierres dans son sac de haricots, de nombreux diplomates ont un outil pour vérifier la sincérité des déclarations politiques aux conférences internationales. C'est le test « nouveaux financements ? » et il est aujourd'hui très utilisé.

Dans la série actuelle des sommets mondiaux en vue d'éliminer la pauvreté, de réduire la faim de moitié ou de relancer la recherche agricole, les gouvernements et les partenaires promettent rituellement de consacrer davantage de ressources pour résoudre ces problèmes. Souvent, toutefois, ces fonds ne sont ni nouveaux ni supplémentaires, ce sont des fonds existants redéployés ou rebaptisés.

Cette façon d'examiner les promesses pour voir si elles comportent des « nouveaux financements ? » est le triste reflet de l'état actuel de la solidarité internationale soumise aux intérêts individuels.

Tout est relatif

Cette dévaluation de la coopération internationale est triste, mais elle n'est pas fatale. Dans la plupart des pays en développement, moins d'un cinquième de l'investissement provient de l'extérieur. Contrairement aux idées reçues, une part importante de l'investissement est assurée par les ressources humaines et financières locales. C'est particulièrement le cas pour l'agriculture et le développement rural qui sont témoins de l'érosion des financements extérieurs.

Des chiffres récents de la Banque mondiale montrent que les dépenses consacrées à l'agriculture ont chuté de 25 à moins de 10 % du budget de cette institution. Les apports nationaux sont à peine plus significatifs : peu de pays en développement consacrent plus de 10 % de leurs maigres budgets à l'agriculture.

En fait, comme la FAO l'a souligné, « la plupart des investissements sont mobilisés par les agriculteurs eux-mêmes ». Mais la plupart des pays ACP interprètent comme désastreuse l'incapacité chronique des pays occidentaux à atteindre les objectifs convenus de l'aide. Ils ont l'habitude de financer par l'aide extérieure une petite (mais déterminante) part de leurs dépenses courantes et de leurs investissements. Il leur faudra sans doute changer cette pratique.



Les grands banquiers pourraient s'en inspirer.

De nouvelles promesses ont été faites à la Conférence des Nations unies pour le financement du développement en mars 2002, à Monterrey, au Mexique. Les États-Unis se sont engagés à augmenter de 5 milliards \$US par an – avec de nouveaux financements – leur budget d'aide jusqu'en 2006. Les membres de l'Union européenne ont fait des promesses publiques similaires. Résultat : les flux d'aide passeront à 0,24 % du PNB. Une somme coquette, mais rien de plus.

Le dilemme des donateurs

Pour les pays donateurs, le problème n'est pas seulement d'augmenter les budgets d'aide en dépit de priorités intérieures pressantes et d'une forte résistance publique. À dire vrai, et chaque ministre des finances ou du développement vous le confiera en privé, il est très difficile d'engager effectivement tous les fonds d'aide, ce qui conduit à ce que l'on appelle les « crédits non utilisés ». Le parcours est semé de difficultés d'ordre organisationnel, d'où la récente mode du « développement des capacités ». Le dilemme du donateur, c'est qu'on l'accusera soit de ne pas engager suffisamment de fonds d'aide, soit de ne pas se concentrer suffisamment sur de vrais programmes – bref, ou bien il donne trop peu de fonds, ou bien il les sous-utilise.

Dans l'état actuel des choses, la communauté des donateurs, officiels ou non gouvernementaux, est souvent accusée de créer un secteur parallèle dans l'économie des pays en développement, avec ses propres infrastructures d'éducation, de transport, de logement, de subventions, de communications, de stratégies de développement du personnel et des ressources humaines, qui opèrent au mépris de la souveraineté des États. Même si cela peut donner des résultats rapides, cela ne favorise guère le développement local.

Dans ce contexte problématique, la pratique classique consistant à injecter de l'argent pour résoudre les problèmes n'aide pas à satisfaire les besoins, même dans les secteurs qui ont les plus grands besoins, comme l'agriculture. La récente évocation d'un nouveau plan Marshall pour l'Afrique ne prend pas en compte la réalité des promesses hypocrites des

partenaires extérieurs et la capacité inadéquate d'absorption des bénéficiaires. Le Nouveau partenariat économique pour le développement africain, le Nepad, qui met l'accent sur le financement interne, est plus réaliste.

Investissez, investissez

Le développement serait-il plus facile avec moins d'aide ? Peut-être bien. Certaines solutions semblent bien marcher quand elles sont appliquées sur un pied d'égalité.

« Du commerce, pas de l'aide », comme disait le slogan de 1964, pourrait être plus payant et durable, s'il était assorti de quelques conditions strictes : commerce équitable, prix décents, réalisme pour ne pas exporter trop de biomasse trop loin et abolition des subventions insensées à l'agriculture dans les pays occidentaux.

Une deuxième option est l'investissement extérieur direct, déjà supérieur aux flux d'aide publique et privée. L'agriculture, cependant, n'est pas considérée comme un bon investissement, notamment en raison des revenus incertains liés à l'instabilité des prix sur les marchés. Il existe toutefois de bonnes opportunités d'investissements profitables dans des secteurs clés de la chaîne alimentaire : la transformation, le conditionnement, la distribution et la commercialisation.

S'ils sont astucieux, les agriculteurs, les organisations paysannes et les agences de recherche feraient bien d'attirer les investissements extérieurs, et non pas seulement les aides financières, pour accompagner leurs efforts herculéens. Les expériences en cours en matière de micro-finance, d'épargne, de prêts et d'assurance constituent les premières compétences financières qui rendent possibles les démarches d'investissement.

Faire travailler l'argent plutôt que courir après de l'argent pour joindre les deux bouts, voilà la prochaine étape pour financer le développement. Et cela demande un vrai changement d'attitude.

Voir: Repères, page 10

ICI BIENTÔT

UNE PRÉ-ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR ENVISAGER LA POSSIBILITÉ DU FINANCEMENT INTERNATIONAL D'UN APPUI AUX INVESTISSEURS REGIONAUX POUR

UNE USINE DE TOMATES


FOA


CLISS


CRAD


DRU


SACRIN

Illustration M. Targuy © Louma productions

Remplacez-les !

Les mauvaises herbes ne se laissent pas faire. Malgré les nombreux désherbages, elles reviennent, détruisent vos récoltes et empêchent vos cultures de se développer. Si nous comprenions mieux pourquoi les mauvaises herbes poussent et repoussent, nous pourrions améliorer nos méthodes de lutte au lieu d'essayer de les éradiquer. Si nous n'en voulons plus, nous devons les devancer.



Photo P. Gemini © FAO

Malgré leurs noms poétiques comme « trompette du jugement dernier » ou « panic pied de coq » les mauvaises herbes créent plus de dégâts que les insectes, bactéries ou virus. Elles causent des pertes considérables dans l'agriculture, particulièrement dans les régions tropicales où elles détruisent un quart des récoltes. La lutte demande énormément de temps et d'énergie. Le désherbage à la main ou à la houe – généralement confié aux femmes et aux enfants – est une des tâches agricoles les plus longues.

Mais qu'est-ce qu'une mauvaise herbe ? Deux tiges de maïs dans un champ de tomates peuvent être considérées comme de mauvaises herbes. Mais les véritables mauvaises herbes sont des plantes indésirables parce qu'elles nuisent aux cultures ou parce qu'elles volent à celles-ci nutriments, eau et ensoleillement. Beaucoup d'agriculteurs font donc la distinction entre les mauvaises herbes utiles et nuisibles.

Les « mauvaises herbes utiles » – étrange expression – sont celles utilisées dans la pharmacopée, comme fourrage pour les animaux ou comme aromates pour la cuisine. Elles peuvent aussi éloigner la vermine des cultures, fixer l'azote dans le sol ou protéger celui-ci contre l'érosion. Tant qu'elles ne sont pas trop en compétition avec les cultures, on les laisse pousser pour l'effet qu'elles produisent. Une autre approche, le désherbage partiel, consiste à enlever les mauvaises herbes nuisibles, toxiques et inutiles – même pour le compost ou comme carburant. Dans les petites exploitations, les mauvaises herbes sont traitées de façon différente que dans les grandes exploitations commerciales où toute plante autre que la culture commerciale est appelée mauvaise herbe, qu'elle soit utile ou non.

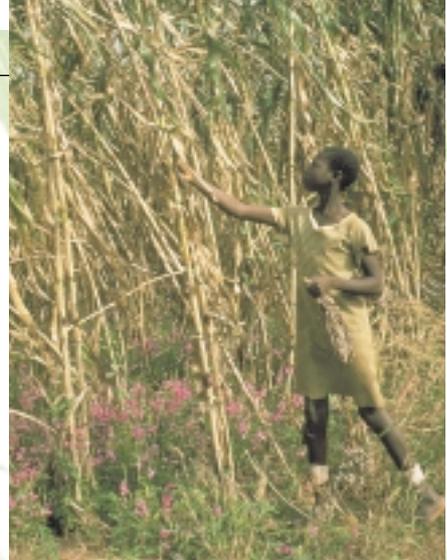


Photo J. Chantereau © Cirad

La guerre des mauvaises herbes

En Afrique orientale, les agriculteurs plantent de l'herbe à éléphant (*Pennisetum purpureum*) ou de l'herbe du Soudan (*Sorghum vulgare sudanese*) comme mauvaise herbe piège dans le maïs. Le foreur de tige, responsable de plus de 30 % des pertes de rendement du maïs, préfère ces herbes au maïs. Deux autres mauvaises herbes sont plantées pour écarter les foreurs : l'herbe à miel (*Melinis minutifolia*) ou le desmodium à feuilles argentées (*Desmodium uncinatum*).

L'astuce consiste à planter des herbes répulsives dans le maïs pour chasser les foreurs et de l'herbe piège au bord du champ. Les foreurs sont piégés dans la substance gluante que ces herbes produisent.

L'herbe à éléphant et l'herbe du Soudan sont également utilisées comme fourrage. L'herbe à miel ne repousse pas seulement les foreurs maïs aussi les tiques. Néanmoins, le desmodium semble se distinguer de ses collègues. Il fixe l'azote dans le sol, constitue une réserve de fourrage importante, repousse les foreurs et – plus surprenant – il s'avère capable de repousser aussi le nocif striga (voir autre encadré). Au cours d'essais, on a observé 40 fois moins de striga dans les champs de maïs associés au desmodium que dans les simples champs de maïs.

Le Centre international de physiologie et d'écologie des insectes, basé à Nairobi, a mis au point, testé et diffusé le système de culture intercalaire combiné. Il a très bien fonctionné. Les petits agriculteurs comme les grands domaines commerciaux, de l'Éthiopie à la Tanzanie, plantent désormais du desmodium dans leur champ de maïs. Un des effets induits par cette popularité est que le desmodium est devenu une source potentielle de revenus.

Au Togo et au Bénin, *Mucuna* spp. est devenu une culture de couverture pour restaurer la fertilité des terres cultivées et réduire l'infestation par les mauvaises herbes. Il a particulièrement bien pris dans les zones à grande densité de population rurale, où la pression sur la terre est élevée et les périodes de jachère trop courtes. La plantation du mucuna pendant la jachère améliorée empêche l'infestation par le chiendent (*Imperata cylindrica*), mais il pousse aussi intercalé avec le maïs. Cette technique se développe rapidement et la vente de semis de mucuna est une affaire rentable.

La plus mauvaise herbe au monde

Parmi les mauvaises herbes terrestres, 69 % sont des herbes feuillues, 23 % des graminées, 6 % des laïches (tiges de graminées feuillues à petites fleurs) et 2 % des fougères. Les mauvaises herbes ci-dessous apparaissent sans exception dans les zones tropicales et subtropicales et se trouvent dans les cultures d'altitude. La mauvaise herbe aquatique la plus connue est la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*)

Nom botanique	Nom commun
<i>Cyperus rotundus</i>	souchet rond
<i>Cynodon dactylon</i>	herbe de Bermude
<i>Echinochloa crus-galli</i>	panic pied de coq, patte de poule, crête de coq
<i>Eleusine indica</i>	brome mollet, brome mou
<i>Sorghum halepense</i>	sorgho d'Alep, herbe de Cuba, herbe de Guinée, houlque d'Alep
<i>Imperata cylindrica</i>	chiendent
<i>Portulaca oleracea</i>	pourpier maraicher, pourpier potager, pourpier, porchaille,
<i>Chenopodium album</i>	chénopode blanc, ansérine blanche, poule grasse, dragelin, senousse,
<i>Digitaria sanguinalis</i>	digitaire sanguine, panic sanguin, sanguinette, manne terrestre
<i>Convolvulus arvensis</i>	liseron des champs, petite campanette
<i>Amaranthus hybridus</i>	amarante hybride
<i>Amaranthus spinosus</i>	amarante épineuse
<i>Cyperus esculentus</i>	gland de terre
<i>Paspalum conjugatum</i>	herbe créole

Extrait de : *Weed management in the humid and sub-humid tropics (en anglais)*

P. J. Van Rijn, Royal Tropical Institute, Netherlands, 2001. 245 pages, ISBN 90 6832 123 4, 31.31 €

KIT Press, PO Box 95001, 1090 HA Amsterdam, Pays-Bas – Fax : + 31 20 568 82 86 – E-mail : publishers@kit.nl

Les mauvaises herbes poussent vite

Environ 8 000 plantes à travers le monde sont considérées comme de véritables mauvaises herbes et, parmi celles-ci, près de 250 sont considérées comme les plus nuisibles au monde.

Évidemment, vous ne les trouverez pas toutes dans votre champ. Après tout, une mauvaise herbe peut être nuisible ou hostile à une autre et, comme toutes les plantes, elle a ses préférences en matière de température, de sol, de fertilité et d'humidité. Il n'est donc pas étonnant que les mauvaises herbes poussent au milieu ou autour des plantes qui partagent leurs préférences.

La méchante herbe sorcière

Le striga ou herbe du sorcier (*Striga hermonthica*) pourrait bien rejoindre la liste des plus mauvaises herbes au monde et pourrait même arriver en tête pour de nombreux agriculteurs africains. C'est une herbe parasite, qui pénètre les racines des autres plantes, détournant les nutriments et l'eau de la plante hôte et retardant donc sa croissance. Le striga se trouve surtout dans les céréales comme le maïs, le sorgho, le fonio et le millet, mais *Striga* spp. affecte aussi le niébé et les arachides. Il a principalement infesté les zones de savane en Afrique et il est responsable de pertes de récoltes estimées à 40 millions de tonnes de céréales sur l'ensemble du continent. Le striga touche particulièrement le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Nigeria, le Soudan et le Togo, mais il est également présent en Afrique australe et orientale.

Au Mali, des chercheurs ont découvert un champignon (*Fusarium oxysporum*) qui attaque le striga. Le champignon est cultivé sur des pailles de sorgho que l'on répand dans les champs au moment des semences. Il attaque le striga au début de sa croissance et il est inoffensif pour les hommes comme pour les céréales.

Au Kenya, le striga est combattu en plantant du desmodium (voir encadré). L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), au Nigeria, a consacré des années à développer la résistance des céréales contre le striga. En combinant la résistance de certaines variétés de maïs avec des variétés très productives, les chercheurs de l'IITA sont parvenus à développer une tolérance au striga dans le maïs.

Calliandra calothyrsus et *Croton megalocarpus*, deux espèces d'arbres populaires en agroforesterie, libèrent des composantes allélopathiques (inhibiteurs de la croissance) qui réduisent l'infestation du striga.

La méthode la plus directe de lutte contre les mauvaises herbes, après tout ce qui a été dit et fait, est probablement une combinaison de toutes ces mesures, comme les cultures intercalaires avec des fixateurs d'azote, les plantes qui repoussent le striga et maintiennent la fertilité des sols.

Les mauvaises herbes ont aussi des points communs. Un vieux dicton paysan explique comment reconnaître une mauvaise herbe : « Si vous voyez quoi que ce soit pousser, arrachez-le. Si ça repousse, c'était une mauvaise

herbe. » Une de leurs caractéristiques principales : elles poussent et se propagent rapidement. « Les douces fleurs sont lentes et les mauvaises herbes se hâtent », écrivait Shakespeare. Les mauvaises herbes annuelles produisent de grandes quantités de semences qui peuvent retenir leur pouvoir de germination pendant des années. Par exemple, l'*Amaranthus* spp. produit plus de 235 000 graines par cycle végétatif et est considérée comme nocive par beaucoup d'agriculteurs, alors qu'elle est une nourriture de base depuis 4 000 ans en Amérique centrale. Les mauvaises herbes pérennes se propagent par voie végétative – à travers les rhizomes, les tubercules, les tiges ou en « courant » à la surface du

aspects environnementaux et sanitaires de l'utilisation des produits agrochimiques. Pendant ce temps, les mauvaises herbes gagnaient du terrain, au sens propre. Chaque année, plus on appliquait d'herbicides, plus on enregistrait de pertes de récolte liées aux mauvaises herbes.

Au fond, la gestion des mauvaises herbes s'articule autour de cinq séries de mesures. L'utilisation des produits chimiques en est une. Les herbicides ont l'inconvénient majeur d'être coûteux, en plus de leurs autres contraintes. L'application d'engrais est une autre façon – également coûteuse – de gérer chimiquement les mauvaises herbes, en améliorant la fertilité des sols.



Un coup de main des voisins, c'est bien, mais mieux vaut prévenir que guérir.

sol. Un autre point commun des mauvaises herbes, c'est leur raison d'exister et de pousser si rapidement sur des grandes surfaces de terres stériles. Lorsque nous nettoyons la végétation d'origine, labourons le sol et cultivons une plante pérenne ou annuelle, nous défions le cours écologique de la nature. Nous bloquons donc le processus naturel de renouvellement de la plante qui vise en réalité à modifier l'environnement pour un retour vers son état initial de forêt. Les mauvaises herbes sont des plantes pionnières et elles se développent sur des sols peu fertiles et à faible diversité végétale. Dans ce sens, les mauvaises herbes nous disent aussi que les choses sont loin d'être claires dans le sol. Pour les cultivateurs itinérants, la multiplication des mauvaises herbes a toujours été le signal du départ vers d'autres terres.

Un peu de tout

Pendant des décennies, on a pensé que l'agriculture « moderne » parviendrait à augmenter la production grâce à une combinaison de mécanisation, de monoculture, de variétés améliorées, d'application de produits agrochimiques et – bien sûr – de lutte acharnée contre les mauvaises herbes. L'utilisation des herbicides était considérée comme bien plus facile et économique que l'élimination manuelle ou mécanique. Avec le temps, cependant, la résistance aux herbicides a augmenté, tout comme la sensibilisation aux

Les mesures biologiques sont une deuxième piste de maîtrise des mauvaises herbes. La pratique des cultures intercalaires, du paillage, l'agroforesterie ou la culture de plantes de couverture en sont des exemples (voir encadrés).

Une troisième solution passe par la modification génétique des plantes par l'utilisation des techniques traditionnelles de reproduction ou du génie génétique pour améliorer la résistance des plantes et leur tolérance aux mauvaises herbes.

Les moyens les plus connus pour lutter contre les mauvaises herbes sont des techniques culturales comme le simple désherbage et les techniques de labour. Les brûlis et les labours du sol créent un environnement idéal, ou – appelons un chat un chat – un désert écologique, favorisant l'apparition des mauvaises herbes et le démarrage de leur première phase de succession.

Et la cinquième voie ? Comme beaucoup de choses dans la vie, c'est une combinaison d'approches qui peut donner les meilleurs résultats. Une bonne terre cultivée est le reflet d'un écosystème naturellement sain, où la fertilité des sols est maintenue et la diversité végétale imite la nature. Il n'y a donc pas de raison pour que des mauvaises herbes nocives apparaissent en grand nombre. Quand on veut, on peut. Si on le veut vraiment, les mauvaises herbes ne repoussent pas.

Des mets plus sauvages pour les Européens

■ Des éleveurs de gibier d'Afrique du Sud sont en train de développer des moyens permettant d'augmenter en flèche les exportations de viande de gibier vers l'Europe. Selon Theuns Eloff, directeur du Centre pour l'économie de la faune et de la flore sauvages de l'Université de Potchefstroom, les inspecteurs de l'Union européenne ont déjà donné leur feu vert pour la viande de gibier fournie par un abattoir de Sasolburg. En 2000, la vente de viande a déjà permis aux 5 100 fermes à gibier d'Afrique du Sud de gagner 180 millions de rands (19 millions €) et 40 millions de plus grâce à l'écotourisme. Les récentes controverses sur la qualité de la viande européenne et le penchant pour les plats exotiques font de l'Europe un marché prometteur pour le springbok, le koudou, l'impala et le blesbuck.

Pour des animaux en bonne santé

■ Le département de santé vétérinaire de l'Institut de médecine vétérinaire Prince Léopold à Anvers (Belgique) offre un cours international en production et santé animales (CIPSAT) pour les vétérinaires, les biologistes et les agronomes. Le cours est organisé chaque année de septembre à juin. La formation pour 2002-2003 sera proposée en français. Elle se déroulera en anglais en 2003-2004.

📍 Institut de médecine tropicale Prince Leopold (IMT) Nationalestraat 155 B-2000 Anvers Belgique Fax : + 32 3 216 14 31 E-mail : rdeken@itg.be

Réflexions d'automne

■ Un Forum européen pour le développement rural, organisé par la Commission européenne et le ministère français des Affaires étrangères, avec un appui du CTA et de plusieurs bailleurs de fonds, se tiendra à Montpellier, France, du 4 au 6 septembre 2002. Des contributions de nombreux partenaires du Sud sont attendues. Parmi les thèmes : évaluation des organisations paysannes, finances rurales viables et recherche au bénéfice des pauvres. Deux cents participants sont prévus, sur invitation, mais on réfléchit aux moyens d'élargir cette audience, peut-être en utilisant l'électronique.

Migraines



Ça marche bien entre proches, comment en faire profiter les autres ?

■ Comment l'outil micro-finance peut-il s'organiser pour étendre son champ d'action à de nouvelles communautés, tant en zones urbaines qu'en zones rurales? Comment les atouts des programmes informels de crédits – petits, rapides, peu coûteux et proches des usagers – peuvent-ils être reproduits pour servir plus de gens, en évitant les surcoûts et sans alimenter la crainte de risques excessifs ? Au fond, c'est

pour cela que les grandes banques n'ont jamais réussi leurs programmes de micro-finance.

En Afrique de l'Ouest, où la tradition des *tontines* informelles est fortement implantée, un tiers des ressources des micro-crédits est investi dans la production agricole et 40 % dans le commerce – qui englobe de nombreux produits agricoles.

Toutefois, les revenus ruraux étant durement touchés par le

processus de libéralisation, comment faire pour que le micro-finance aide davantage les petites entreprises familiales sans devenir une sorte de revenu supplémentaire ?

Ces questions ont été examinées par une conférence internationale sur la situation de la micro-finance, co-organisée à Dakar, fin janvier 2002, par le CIRAD, ENDA-Graf, Cerise, le CTA, le FIDA, la Coopération française et l'AFRACA. La centaine de participants, professionnels et décideurs politiques, était originaire de tout le continent africain. Parmi les préoccupations essentielles : la question de l'interchangeabilité des prêts (qui se fondent dans les revenus des ménages et sont utilisés à bien plus de choses que prévu, avant d'être remboursés) et l'importance croissante de la constitution de capitaux à partir des prêts par l'épargne et couverte par des programmes d'assurance. L'éternel problème des prêts trop importants, trop coûteux, avec des taux d'intérêt inadaptés reste le nuage le plus important à l'horizon.

Photo S. Sprague © Panos Pictures

Vive la vanille !

■ Le prix élevé persistant de la vanille sur le marché mondial a conduit plusieurs pays à amorcer ou à relancer leur production. Madagascar, premier producteur mondial de vanille (*Vanilla fragrans*), n'a pas été capable de modérer la montée vertigineuse des prix depuis que son gouvernement a libéralisé le secteur, en 1995, et aboli les niveaux des prix fixes. Aujourd'hui, les producteurs risquent de perdre une partie de leurs parts de marché au bénéfice de pays concurrents. En effet, le pays produit actuellement près de 1 200 Mt de vanille préparée par an, pour une production mondiale totale de 2 200 Mt.

La préparation est un processus de six mois durant lequel les gousses de vanille verte sont d'abord exposées alternativement à une chaleur humide puis sèche pendant 20 jours, après quoi, elles sont lentement grillées sous la forme de bâtons de vanille pour renforcer et mettre en valeur leur parfum bien connu.

Vanilla fragrans est connue pour produire la meilleure qualité – dite « Bourbon » – que l'on préfère

pour les préparations alimentaires telles que les glaces, les gâteaux, les chocolats et les boissons. *Vanilla tahitensis* (Pacifique sud), *V. java* (Indonésie) et *V. pompona* (Antilles) sont utilisées pour parfumer le tabac, les savons, les parfums et les médicaments.

Le prix moyen de la vanille verte en 2001 s'est situé autour de 20 €/kg, alors qu'il était de 13 €/kg en 2000 et seulement de 4 €/kg en 1999. Le prix de la vanille préparée

Des méthodes de transformation bio ont été mises en œuvre pour tirer plus de parfum de la vanille préparée et la vanille naturelle est mélangée à de la vanille synthétique qui peut même la remplacer. Pourtant, rien ne vaut la véritable vanille et les importateurs recherchent activement de nouveaux producteurs. L'Inde et la Chine se sont mises à en produire, mais leurs premières récoltes ne seront pas sur le marché avant 2003. Quant au



Trois kilos de vanille préparée par mètre carré, ça fait presque 500 €.

est d'environ 160 €/kg en 2002, soit huit fois plus que ce que rapportent les gousses de vanille verte.

L'augmentation vertigineuse des prix conduit aussi les importateurs et les transformateurs à rechercher des alternatives, tant pour les produits que pour les producteurs.

Royaume de Tonga, il produit annuellement entre 35 et 40 t de vanille « Bourbon ». Les producteurs de vanille de Tonga n'ont sans doute pas été surpris de recevoir la visite de huit acheteurs, qui leur offraient 22,50 € le kg de vanille verte !

Photo B. Locatelli

Bourrasque sur le kava



Photo P. Simeoni

Le prix du kava chute. Et après, à qui le tour ?

■ Les cyclones saisonniers n'ont pas perturbé le forum des industries des plantes médicinales du Pacifique qui s'est tenu mi-février 2002 au Vanuatu. Mais les vents du commerce ont soufflé en bourrasque sur cette paisible rencontre de chercheurs, producteurs et négociants en plantes médicinales, balayant quelques illusions et beaucoup de projets commerciaux.

Le problème résidait dans l'effondrement apparent du marché européen (de l'autre côté de la planète) du kava et de ses produits dérivés ainsi que la crainte de voir le marché nord-américain prendre la même voie. Le kava est constitué par le rhizome séché, entier ou coupé (tige), ou par la racine de *Piper methysticum* de Forster. Il est largement utilisé depuis des siècles dans tout le Pacifique, lors de cérémonies religieuses et comme substance de socialisation et de détente.

Portées par une vague de popularité en Occident dans les années 1990 et malgré quelques réserves sanitaires, les exportations de la région ont atteint 60 millions \$US (69 millions €) à la fin de la décennie. Puis un problème de surproduction est apparu, suivi de graves allégations sur la mort de vingt personnes dans le nord de l'Europe, liée à la consommation de kava.

Pour quelques gouvernements européens, il a suffi de demander à leurs services de santé de « retirer volontairement » les produits à base de kava des boutiques, ce qui a provoqué un affaiblissement immédiat des économies de plusieurs nations du Pacifique. Néanmoins, les plus prudents avaient déjà prévu des produits de substitution pour l'exportation, comme les clous de girofle, le gingembre, la vanille et les fleurs.

Ces événements ont transformé ce forum de trois jours en une réunion fonctionnant 24 heures sur 24 avec, tous les jours, de

riches échanges d'informations scientifiques ou commerciales sur toutes sortes de plantes médicinales. Les nuits – sans consommation de kava – fourmillaient de projets (de crise) destinés à peser sur les pouvoirs politiques et économiques occidentaux afin qu'ils calment la situation et recherchent une solution raisonnable.

Quelque peu échaudés par leur vulnérabilité aux caprices du marché des plantes médicinales et peut-être – murmuraient certains – pour des raisons plus sombres de concurrence entre entreprises, la centaine de délégués de plus d'une vingtaine de nations ont adopté des projets de

diversification de leur production afin d'éviter une dépendance trop grande par rapport aux leaders du marché – le prochain produit à risque semblant être le noni, produit par le jus du fruit de l'arbre *Morinda citrifolia* L.

Un consensus s'est établi sur le fait que l'union et le savoir font la force, une notion que les co-organisateur – le Secrétariat du Commonwealth, le CTA et son organisation sœur, le Centre de développement de l'entreprise – connaissent bien. Après un atelier organisé en 2000 en Afrique et ce forum moins « pacifique » que prévu, on travaille maintenant sur un projet de rencontre dans les Caraïbes.

Des fleurs pour le vainqueur



Photo T. Boldstad © Penos Pictures

Pour l'amour d'une rose, le jardinier est serviteur de mille épines.

■ Le Kenya a pris la tête de l'exportation de fleurs dans le monde : en 2001, celle-ci s'élevait à 32 millions de kg de fleurs début octobre, contre 38,2 millions pour toute l'année 2000.

Les pays concurrents ont accusé du retard : les exportateurs latino-américains comme la Colombie ont été durement touchés par la récession économique et les cultivateurs israéliens, handicapés par leur conflit avec les Palestiniens, sont tentés d'orienter leurs investissements vers le Kenya.

Après un léger contretemps dû aux tempêtes d'El Niño en 1997-1998, et selon des informations du journal *The Nation*, le Kenya dispose désormais d'un millier d'hectares sous châssis, qui font

travailler 40 à 50 000 personnes et en emploient autant dans les travaux annexes comme le conditionnement.

Mais il faut relativiser le succès de ce pays ACP dans l'horticulture. Les propriétaires sont majoritairement des étrangers et les observateurs se demandent quel est le véritable intérêt économique pour le pays. De plus, le marché mondial des fleurs se transforme de plus en plus en une « jungle » avec de nouveaux producteurs qui ont pris le train en marche. On dit d'ailleurs que les îles Fidji, en plein Pacifique – et loin de tout marché d'envergure – sont en train de préparer un assaut sur les marchés est-asiatique et nord-américain.

Les agriculteurs zimbabwéens émigrent vers l'Est et vers l'Ouest

■ Le gouvernement angolais a affecté 10 000 hectares de terres cultivables dans la province de Huambo aux exploitants agricoles zimbabwéens qui ont abandonné leurs terres en raison de la situation politique du pays. Ces mesures devraient créer des emplois et stimuler l'économie locale. Dans le même temps, le Mozambique a approuvé 80 demandes d'installation d'exploitants agricoles zimbabwéens dans la province de Manica.

Combinaison de compétences

■ Le Centre international pour la recherche agricole au service du développement (ICRA) organise un cours de formation pour améliorer les compétences interdisciplinaires des équipes s'occupant de développement rural participatif. La session anglophone se déroulera du 13 janvier au 24 juillet 2003 et la session francophone du 20 janvier au 31 juillet 2003. Il s'agira d'une série d'ateliers aux Pays-Bas, suivis d'une mission finale dans une institution cliente de recherche ou de développement du Sud. Conditions : être titulaire d'une maîtrise ou d'un doctorat, ne pas avoir plus de 40 ans et disposer d'une expérience professionnelle de 2 ans. Un nombre limité de bourses est disponible pour couvrir les 26 900 € de frais de scolarité.

ICRA
PO Box 88
6700 AB Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 42 70 46
E-mail : icra@iac.agro.nl

Brevet samoan pour médicament samoan

■ Un médicament samoan contre l'hépatite élaboré à partir de l'arbre Mamala (*Homalanthus nutans*) est actuellement analysé par l'Alliance pour la recherche sur le sida (ARA), un organisme de recherche non lucratif basé aux Etats-Unis. On pense que la substance – la prostratine – agit positivement contre le virus du sida. Les premiers résultats sont très prometteurs. Dès 1990, d'ailleurs, des dirigeants d'instituts de santé samoans et l'ARA ont obtenu un brevet pour la prostratine au cas où elle serait utilisée dans la lutte contre le sida.

En avant vers la durabilité

■ Un atelier d'échange d'expériences en anglais sur l'utilisation des approches participatives et l'agriculture durable sera organisé par le Centre pour la recherche, la vulgarisation et le développement de l'agriculture durable en Afrique (SACRED Africa) du 13 au 18 octobre 2002 à Jinja, Ouganda. L'inscription se monte à 500 US\$.

☞ SACRED Africa
PO Box 2275
Bungoma
Kenya
Fax : + 254 33 73 08 18
E-mail : sacred@africaonline.co.ke

Le climat donne un coup de pouce

■ Les pluies abondantes tombées juste à point au Rwanda de septembre 2001 à janvier 2002 ont permis une augmentation de 30 % de la production alimentaire, y compris du maïs et du manioc. Cependant, cette augmentation ne signifie pas une amélioration durable du secteur de l'agriculture et la situation de la sécurité alimentaire du pays demeure vulnérable, particulièrement dans les provinces de Butare, Gikongoro et Gisenyi.

(IRIN, 20 février 2002)

Surveillez vos tomates

■ La frisolée jaune de la tomate est une maladie virale transmise par la mouche blanche qui a affecté la culture de la tomate en Afrique du Sud il y a quelques années et qui se propage maintenant aux pays voisins comme le Botswana, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Il n'y a pas, à ce jour, de remède contre cette maladie ni contre son vecteur qui est devenu résistant aux insecticides. Le virus peut totalement détruire une récolte de tomates.

Les camélidés en ligne

■ Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) vient d'ouvrir un site web entièrement voué à la biologie, à l'élevage des grands camélidés – chameaux et dromadaires – et aux filières camelines.

Site web : <http://camelides.cirad.fr/index.html>

On n'y gagne pas que des cacahuètes

■ Séchées, rôties ou transformées en beurre, les arachides sont synonymes de revenus pour des milliers de ménages. La production mondiale d'arachide est de l'ordre de 30 millions de tonnes, la Chine, les

USA, l'Argentine et l'Inde en étant les principaux exportateurs. En Afrique, les plus grands producteurs sont le Nigeria (2 800 000 t), le Sénégal (828 000 t) et le Soudan (980 000 t). En fait, les arachides



Plus d'arachides, plus de travail.

Photo P. Cemin © FAO

sont cultivées dans de nombreux pays ACP. La recherche sur des variétés améliorées d'arachide a été mise en veilleuse pendant longtemps, mais l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) semble vouloir rapidement rattraper le temps perdu (voir aussi *Spore 91*). Au cours de la dernière décennie, la recherche sur les arachides s'est concentrée sur les variétés adaptées aux conditions locales, comme la sécheresse, la pauvreté des sols, et l'existence d'insectes nuisibles et de maladies. En Afrique, la tacheture foliaire, la contamination par l'aflatoxine, la rosette de l'arachide et les maladies foliaires conduisent souvent à des pertes de récolte considérables.

En Afrique de l'Ouest, l'ICRISAT a distribué de nombreuses variétés résistantes aux maladies pour qu'elles soient testées par les agriculteurs. A Samanko, le « jardin » du centre de l'ICRISAT du Mali, un groupe de femmes a testé avec succès quelques-unes de ces variétés. Dans des conditions idéales, une récolte d'arachides peut atteindre 3 t/ha mais, au Mali, les variétés traditionnelles sont en deçà de 500 kg/ha. Lors des tests, certaines variétés produisent plus de 1 t/ha et mûrissent en seulement 90 jours, alors que les variétés traditionnelles arrivent à maturité en 115 jours. Les femmes déterminent quelles sont les variétés qui ont produit de bons résultats et qui seront distribuées dans d'autres régions. Elles ont écarté certaines variétés aux rendements prometteurs au profit d'autres dont les semences sont plus attirantes ou mieux adaptées à leurs chèvres.

Ce sont les femmes, nous dit l'ICRISAT, qui sont les principales intéressées. C'est tout l'enjeu de la participation. On attend avec impatience leur point de vue sur le sujet !

☞ ICRISAT Samanko
BP 320
Bamako, Mali
Fax : + 223 22 86 83
E-mail : f.waliyar@cgiar.org

Douceur, quand tu nous tiens...

■ La canne à sucre étant cultivée dans près de 90 pays tropicaux, nous connaissons presque tous une variété locale de jus de canne, frais, savoureux, riche en énergie, minéraux et vitamines. La valeur du jus est toutefois sérieusement limitée car il ne garde ses propriétés que quelques heures, en raison de grandes quantités de germes. De plus, le liquide est trouble et contient des particules indésirables (impuretés colloïdales).

Les chercheurs du Centre français de recherche sur la transformation des produits végétaux (INRA) de Guyane ont abordé ce problème en développant, il y a quelques années, un procédé de micro-filtration qui tamise les parties indésirables affectant le goût d'origine.

Cette méthode de raffinage est maintenant brevetée et une société – JUCANN'Tech – a été créée

pour développer des produits à base de jus de canne. Cette société de recherche et développement a d'abord produit une boisson non alcoolisée et travaille actuellement sur des produits comme les vins doux, les crèmes glacées et les boissons pour sportifs.

☞ Louis Fahrasmane
INRA ANTILLES GUYANE
Station de Technologie des produits végétaux
97170 Petit-Bourg
Guadeloupe (France)
Fax : 00 33 5 90 25 54 01
E-mail : Louis.Fahrasmane@antilles.inra.fr



Le jus de canne est consommé partout — ici à Haïti.

Photo G. Blizzari © FAO

Tous égaux

■ La danse des marchés dans les années 1990 qui a entraîné toutes les économies mondiales, même les plus petites et les plus fragiles, à adopter le slogan féroce et simpliste « commercez, commercez et commercez encore ! » a ralenti, entraînant un meilleur équilibre et une situation plus calme.

Pour beaucoup de pays en développement, le processus de mondialisation du commerce a été dominé, outre par les injustices du marché des matières premières, par les aspects sociaux et culturels d'un partenariat inégal : « les considérations non commerciales ». Le manque d'accès à l'information sur les marchés associé à un déficit d'investissements a provoqué des distorsions, aggravées par le paradoxe de pays riches subventionnant lourdement leurs agricultures et acculant ainsi beaucoup d'agricultures du Sud, sous-alimentées et sous-financées, dans une position encore plus désespérée. L'Occident évolue – assez lentement – vers une réduction

de ses interventions publiques et désormais la principale question est comment autoriser des interventions similaires dans le Sud, en un mot, comment parvenir à l'égalité des chances en agriculture.

Ces questions sont au centre des négociations agricoles en cours à l'OMC, mais on doit déplorer le manque de négociateurs et d'acteurs informés, disposant d'une vision claire et globale des options et des consensus possibles. C'est dans cet esprit que le CTA et le groupe français Solagral ont pris l'initiative d'organiser une conférence internationale sur le thème "l'agriculture au-delà du commerce", à Paris, début janvier 2002. Grâce au soutien d'EuropAid et de ministères français, la conférence a réuni plus de 200 décideurs politiques, chercheurs et ONG provenant de près de 60 pays.

Pendant quelques bonnes années, tant qu'il y a équilibre, les perspectives d'équité pourraient être positives.

Une visite en or

■ Au Malawi, un proverbe local dit que « la connaissance c'est la richesse » ! En janvier, des agroforestiers d'Afrique orientale et australe se sont rendus au Malawi et en Zambie, à la recherche de cette richesse, et ils l'ont trouvée.

C'est à l'issue d'un voyage d'étude intensif, organisé conjointement par le Projet de recherche sur l'agroforesterie du Malawi et le CTA, que ces agroforestiers ont réalisé qu'ils avaient accumulé une somme de connaissances en deux semaines. Ils se sont en effet familiarisés avec plusieurs des techniques utilisées dans ces deux pays pour faire face aux principaux problèmes pénalisant la productivité des petits agriculteurs : faible fertilité et dégradation des sols, pénurie de bois de feu, de perches et de bois d'œuvre.

Les techniques découvertes par les participants incluent les cultures relais de sesbania et de maïs, les cultures intercalaires de gliricidia et de maïs, les talus à fourrages, le boisement des pentes et la plantation d'arbres aux limites des fermes et des propriétés. Les agroforestiers ont trouvé l'essentiel de leurs nouvelles connaissances riches d'enseignements en se rendant dans les champs où ces techniques sont mises en œuvre avec l'appui de chercheurs.

Ils ont été les témoins privilégiés de ce que des milliers d'agriculteurs sont en train de réaliser en les expérimentant avec succès pour améliorer leurs rendements et pour satisfaire de façon durable d'autres besoins comme celui du bois de feu. Ils ont aussi appris comment les agriculteurs essaient ces techniques eux-mêmes puis fournissent des informations sur les rendements très utiles pour les chercheurs, leur permettant ainsi de les revoir et de les perfectionner.

Cette expérience commune exaltante a permis aux agroforestiers de se sentir plus riches en savoirs dont ils semblent désireux de faire profiter leur pays.

Le juste milieu

■ Si vous êtes un petit producteur, il n'est pas toujours aisé d'acheter vos intrants depuis que de nombreux négociants les vendent seulement en gros, comptent des suppléments pour les petites quantités ou écoulent la production uniquement dans les villes. Lorsqu'on est un petit entrepreneur rural indépendant, les contacts avec les géants de la distribution agricole ne sont pas faciles non plus. Pour remédier à cette situation, Care Zambia a lancé, en 1999, le programme « Rural Enterprise and Agri-business Promotion » (REAP). Il vise à aider les entrepreneurs locaux à fournir les intrants nécessaires aux agriculteurs dans les zones isolées tout en réduisant les coûts réels et d'opportunité. Il permet également aux paysans de vendre leurs produits aux acheteurs citadins, par l'intermédiaire des mêmes négociants locaux. Le REAP entend donc développer des réseaux de négociants agricoles communautaires et fournir un canal de diffusion d'informations sur les marchés pour les petits agriculteurs.

Le programme ne se contente pas d'offrir des prêts aux petites entreprises qui démarrent, d'organiser les transports et de monter des dépôts d'intrants. Il s'intéresse aussi à la formation, notamment sur la gestion financière, la tenue des livres, la comptabilité, la constitution des stocks et les rapports commerciaux avec les sociétés, les fournisseurs et les points de vente.

Les stocks d'intrants, qui peuvent atteindre un certain niveau, servent comme garantie des prêts. Jusqu'ici, le REAP a formé 27 agents qui sont au service d'environ 5 400 familles rurales et en relation avec 8 fournisseurs d'intrants.

La leçon générale à tirer de ce programme : ces services, autrefois souvent fournis par les anciens offices de commercialisation, ont quelquefois besoin d'un bon coup de pouce pour démarrer. On ne doit pas toujours s'attendre à ce qu'ils le fassent de façon spontanée.

☎ CARE-Zambia,
PO Box 36238
Lusaka
Zambie
Fax : + 260 1 26 50 60
E-mail : infor@carezam.org
Site web : www.carezambia.org

De la gomme pour fixer le désert

■ L'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'agence américaine des boissons sucrées et la société Importer Services Corporation (ISC) ont signé un accord avec différents États du Nigeria du Nord pour développer la production de gomme arabique (*Acacia*). L'USAID investira 7,7 millions € pour étendre la zone de culture de la gomme arabique de 500 000 ha par an et l'ISC s'est engagée à acheter la totalité de la production de gomme de la région.

Le Mali se distingue

■ La production de riz continue à progresser régulièrement au Mali. Le plus grand producteur régional de riz a atteint les 724 000 t lors de la saison 1999/2000, 743.000 t lors de la saison 2000/2001, et 840 000 t pour la dernière saison. Les conditions climatiques ont été favorables, mais l'augmentation de la production doit aussi être attribuée à l'adoption de variétés à haut rendement (Gambiaca et BG90,2) et à une modernisation générale du secteur du riz dans ce pays.

Science pour tous

■ Les deux grands magazines *Nature* et *Science* ont créé un site web en anglais consacré à l'information scientifique appliquée au développement. Il propose des options régionales, des analyses d'ouvrages, des offres d'emploi et une rubrique « Comment faire ? », très pratique, avec des conseils concrets sur la façon d'écrire un article scientifique, de formuler une demande de subvention, ou de devenir un journaliste scientifique.

Site web : www.scidev.net

Légumes en réseaux

■ Le réseau régional caribéen pour l'agriculture, la science et la technologie (Procaribe) a lancé deux nouveaux sous-réseaux : le réseau caribéen des racines et tubercules (CAROT), lancé en septembre 2001 à la Dominique, et le réseau des légumes caribéens (CARIVEG), lancé en octobre 2001 au Guyana.

☎ CARDI
UWI Campus, St. Augustine
Trinidad, West Indies
Fax : + 1 868 645 12 08
E-mail : procaribe@cardi.org



Concrètement, comment se passe le partage des connaissances ?

Financement

Cherchez vos fonds

Investissement, prêt, subvention, jouez vos cartes !

Vous recherchez des fonds pour étendre votre production, votre installation de transformation ou vos capacités commerciales ? Ou pour renforcer votre organisation par la formation ? Voici, pour les ONG et les OCB – organisations communautaires de base –, un aperçu des façons de mobiliser des sommes raisonnables, de l'ordre de 100 à 50 000 €, en complément à leur propre apport.

Cet important exercice de recherche prend du temps, mais il peut être aussi profitable. Pour commencer, vous devez suivre quatre principes de base.

Sachez ce que vous voulez. Votre objectif et tous les détails de votre projet doivent être clairs pour vous et vos collègues. De quels équipements ou formation avez-vous besoin ? Comment cela améliorera-t-il votre travail ? Comment utiliserez-vous ces fonds ? Comment les reconstituerez-vous ? Pour tirer tout cela au clair, vous pourriez avoir besoin d'aide et ce processus peut lui-même nécessiter un financement, pour consulter un conseiller ou pour organiser un atelier avec vos partenaires.

Investissez dans votre avenir. Vous êtes sans doute à la recherche d'une subvention, mais considérez-la comme un investissement ou comme un prêt et non comme un cadeau. Dans l'avenir, vous pourriez avoir besoin de remplacer ou d'améliorer vos équipements lorsqu'ils auront vieilli, ou de développer les compétences acquises lors de la formation. Utilisez de façon judicieuse une partie des ressources que vous procure votre subvention, en faisant une épargne destinée à financer le renouvellement de ce capital, comme les entreprises le font pour de nouveaux équipements. Certains donateurs n'autorisent pas la constitution de réserves avec leur argent, mais aucun donateur avisé ne vous reprochera de chercher à faire fructifier votre capital.

Choisissez bien vos mots. Les donateurs suivent les modes et ils parlent souvent un "langage" différent du vôtre. Vous avez besoin de fonds pour améliorer votre ren-

dement ou vos capacités de stockage et ils ont peut-être besoin de penser qu'ils financent "l'émancipation", "l'égalité de genre" ou "la préservation de ressources naturelles". Et là, il vous faudra traduire vos objectifs de façon créative et honnête, en épousant la vision du monde du donateur.

Cherchez votre partenaire et comprenez-le. Il y a des centaines de milliers de fournisseurs de subventions dans le monde, quel qu'ils soient au niveau local, la plupart à l'étranger. Vous devez savoir ce qu'ils peuvent et ce qu'ils ne peuvent pas faire pour vous. Certains sont spécialisés dans les toutes petites subventions, de 100 € ou



Dans un projet, tous les détails comptent.

moins, d'autres seront dans une fourchette entre 5 000 et 50 000 €. Prenez le temps d'identifier le bon donateur, les bons fonds et la bonne attitude en ce qui vous concerne. Ou alors, faites appel à un service de recherche de donateurs pour vous aider à positionner votre projet.

Votre première démarche ? Contactez les structures nationales de coordination des ONG, des OCB, des organisations paysannes, des chambres de commerce et d'agriculture, même si vous n'en êtes pas membre. Elles peuvent vous mettre sur le bon chemin. Ensuite, dans la capitale de votre pays, contactez les ambassades occidentales, les délégations de l'Union européenne et le Programme des Nations unies pour le développement qui coordonne toutes les agences des Nations unies. Ils peuvent vous orienter utilement et ils disposent

presque tous de fonds de micro-financement. Après, c'est une question de visites, d'information, de persuasion, d'opiniâtreté !

Une fiche d'information sur les fonds et les prospecteurs de fonds est disponible sur demande auprès de Médiateurs (voir adresse page 15) et sur les pages Internet de Spore à www.agricta.org/spore

Mettez les Nations unies dans votre jeu

Oui, les rêves peuvent se réaliser ! Voici un fonds qui est ouvert, cohérent et réceptif. Il s'agit du Programme de micro-financement lancé en 1992 par le Fonds pour l'environnement mondial dans la continuité du Sommet de la Terre, à Rio, et qui sera prolongé et renforcé à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, en septembre 2002. Le PMF intervient dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développe-

Pour persuader le PMF d'être votre partenaire financier, la première étape est d'expliquer comment votre projet peut contribuer à améliorer l'environnement mondial, à long terme. Sa vision du monde est triple : biodiversité, changements climatiques et eaux internationales – qui sont des sujets régulièrement abordés dans *Spore*.

S'agissant de la biodiversité, vous devez valoriser la protection et l'utilisation durable des ressources biologiques dans les systèmes arides et semi-arides, ainsi que dans les zones côtières, forestières et montagneuses. Le projet peut alors soutenir des méthodes agricoles avisées comme la mise en défense d'un parc national.

Même chose pour les changements climatiques : vous devez montrer comment vous contribuez localement à la préservation et à l'utilisation économique de l'énergie ou à l'adoption de sources d'énergies renouvelables.

Le secteur des eaux internationales est plus limité dans la mesure où il aborde les questions environnementales à travers des étendues d'eau communes à deux ou plusieurs pays.

Toute activité doit inclure la participation communautaire, le genre, les savoirs communautaires et les institutions locales. Les subventions peuvent appuyer des projets pilotes en incluant la formation, les meilleures pratiques et la mise en réseau. Les micro-financements, généralement de l'ordre de 2 000 \$US, vont aux démarches de planification communautaire pour la conception de projets plus importants.

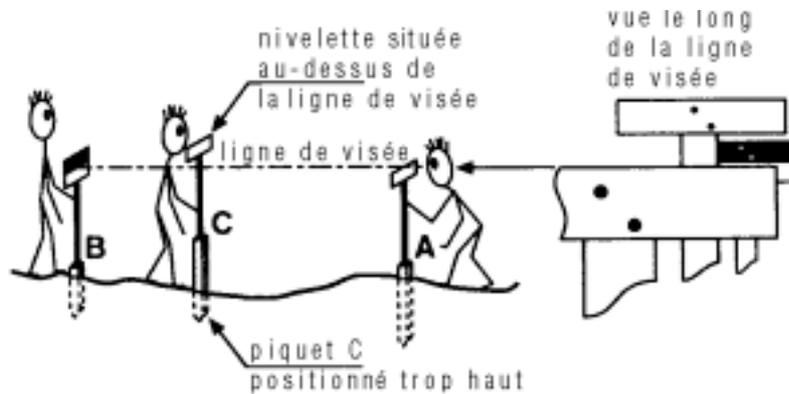
Les structures de chaque pays, dominées par les ONG et OCB, ont défini des critères locaux. Il vaut mieux contacter directement le PMF à travers la représentation nationale du PNUD. Vous pouvez aussi aller sur le site d'information www.undp.org/sgp ou contacter le siège. Si votre pays n'est pas encore qualifié, demandez quand même ! Soixante-trois pays sont actuellement éligibles aux subventions du PMF, mais d'autres pourraient rapidement rejoindre la liste – notamment les pays qui ont signé les conventions mondiales sur la diversité biologique et les changements climatiques.

PMF, PNUD/FEM,
304 East 45th Street,
New York, NY 10017,
États-Unis
Fax: +1 212 906 6568

Publications

L'ABC de l'arpentage

Une clôture qui n'est pas de niveau dans votre champ ne pose pas vraiment de problème, quoiqu'elle puisse entraîner un litige avec votre voisin. En revanche, quand il s'agit par exemple de creuser un canal, de scier des piliers pour un petit pont ou d'ériger un magasin ou



une école de terrain pour vulgarisateurs, il vaut mieux connaître les techniques élémentaires du relevé topographique. Vous trouverez ces méthodes de base dans l'édition révisée et enrichie de l'Agrodok n° 6. Ce manuel commence par expliquer ce qu'est un relevé, comment tracer le plan d'une construction dans l'espace et par rapport à d'autres constructions, et comment l'annoter

sans ambiguïté. Ensuite, il situe votre plan dans un cadre mathématique, car tous vos relevés topographiques peuvent se résumer à deux sortes de données géométriques : les distances entre différents points et les angles entre différentes directions.

Au fil des chapitres, le manuel décrit les applications et la fabrication des instruments de mesure, et tout particulièrement les

instruments de nivellement. Il contient aussi un glossaire des termes techniques et une liste de ce qui est conseillé et déconseillé. Les textes sur ce thème après tout très visuel sont heureusement bien illustrés.

Topographie simple de construction pour des applications rurales
Par J. H. Loedeman, co-publication Agromisa - CTA, Agrodok n° 6, 2002. 104 p. ISBN 90 77073 02 7 N° CTA : 262, 5 unités de crédit

Comment pénétrer le marché ?

À chaque instant, chaque jour de l'année, un paysan prend des décisions : comment et quand semer, récolter, vendre ? Au mieux, il fera des suppositions éclairées, car de nombreux facteurs d'influence comme la météo, les nuisibles et, surtout, le marché, ne sont pas prévisibles.

Le manuel de la FAO *Comprendre et utiliser les informations sur le marché* passe en revue les points forts et les points faibles de différentes sources d'information du marché. Il examine le rôle de médias comme la radio, les journaux et les services d'information de marché et explique comment interpréter les informations. Il décrit les intermédiaires entre producteurs et consommateurs et leur influence sur l'évolu-

tion des prix à court et à long terme. Il explique comment calculer différents coûts – de la production au marché – et ce que les producteurs peuvent faire pour obtenir les meilleurs prix pour leurs produits.

Dans la même série, un guide des *Techniques de commercialisation des céréales à l'usage des encadreurs agricoles* vise à aider les vul-



garisateurs dans leur travail avec les petits agriculteurs, dans les pays d'Afrique australe et orientale qui ont récemment libéralisé leur système de commercialisation du maïs.

Ces guides pratiques, clairs et agréablement illustrés de dessins humoristiques conviendront aux agriculteurs, aux étudiants et aux encadreurs agricoles.

Techniques de commercialisation des céréales à l'usage des encadreurs agricoles. Guide de vulgarisation en matière de commercialisation
Guide n° 1, par A. W. Shepherd, Service de la commercialisation et des financements ruraux, FAO, Rome, 2001. 97 p. ISSN 1020-9395
Téléchargeable à partir du site web : www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/ags/AGSM/cerefr.htm

Comprendre et utiliser les informations sur le marché. Guide de vulgarisation en matière de commercialisation
Guide n° 2, par A. W. Shepherd, Service de la commercialisation et des financements ruraux, FAO, Rome, 2000. 90 p. ISSN 1020-9395
Téléchargeable à partir du site web : www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/ags/AGSM/nvfr.htm

Service de la commercialisation et des financements ruraux
FAO
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : + 39 06 570 56 850
E-mail : ags-registry@fao.org

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Vive l'agrobiodiversité !

L'éclat des débats s'était à peine estompé que les actes de l'atelier sortaient déjà (voir *Spore* 96, En bref) – un bon exemple du partage d'un message tant qu'il est encore frais. Ce thème des mesures incitatives pour l'agrobiodiversité a été traité dans *Spore* 90.

Incentive measures for sustainable use and conservation of agrobiodiversity. Experience and lessons from southern Africa. Actes de l'atelier tenu à Lusaka, Zambie, du 11 au 14 septembre 2001.

Rédigé par by C. Almekinders, SPGRC – GTZ – IPGRI – CTD – CTA, 2002. 200 pp. ISBN 90 6754 659 3

Un nombre limité d'exemplaires est disponible gratuitement auprès de : GTZ GmbH, OE 4556

Managing Agrobiodiversity in Rural Areas
PO Box 5180

65726 Eschborn, Allemagne
Fax : + 49 6196 79 65 54

E-mail : gerlinde.quiter@gtz.de
Cette publication est disponible en ligne sur le site : www.agricta.org/pubs/agrobiodiversity/

Connaissez-vous la flore d'Afrique ?

Cet ouvrage est un excellent outil de familiarisation avec la richesse de la flore en Afrique. Il passe en revue les espèces caractéristiques et parcourt cinq siècles d'histoire de l'exploration botanique du continent africain. Soixante-dix cartes de répartition sont proposées ainsi qu'une bibliographie exhaustive.

Introduction à la flore d'Afrique
J P Lebrun, Cirad-emvt / Ibis Press, 2001. 156 pages. ISBN 2 87614 472 7
La Librairie du Cirad
TA 283/04, Avenue Agropolis
34398 Montpellier Cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

Tout sur la nutrition

Pour ceux qui veulent comprendre les mécanismes de la malnutrition dans les pays en développement et trouver des moyens simples, pratiques et accessibles pour lutter contre ce fléau, la FAO propose cet ouvrage de référence complet, dense, clair et bien illustré.

La nutrition dans les pays en développement
M C Latham, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 2001. 521 pages. ISBN 92 5 203818 3
FAO Groupe des ventes et de la commercialisation
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome - Italie
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org



Produits de base

■ Cette publication propose aux chercheurs et décideurs politiques une étude globale de l'évolution de la production, la consommation et la commercialisation des principaux produits alimentaires de base (céréales, oléagineux, viande...)

Examen des politiques relatives aux produits alimentaires de base
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Division des produits et du commerce international, 2001. 109 pages.
ISBN 9253045922 - 12,86 €
FAO Groupe des ventes et de la commercialisation
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome - Italie
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org

Le lait

■ Ces 28 articles font le point sur les évolutions récentes du secteur laitier en Afrique subsaharienne, en particulier sur l'impact de l'essor des villes. Ils abordent les évolutions socio-économiques des filières laitières, la qualité des produits laitiers traditionnels, et l'amélioration des procédés de collecte et de transformation. L'émergence des ceintures laitières périurbaines, qui constitue un phénomène récent dans bien des pays, fait l'objet de plusieurs communications.

Marchés urbains et développement laitier en Afrique subsaharienne.
Actes de l'atelier international, 9-10 septembre 1998, Montpellier, France
G. Duteurtre et C. Meyer, Cirad, 2001. 231 pages.
ISBN 2 8761466 455 7
La librairie du Cirad
TA 283/04, Avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

La parole aux acteurs du Sud

■ Les expériences des organismes du Sud et de l'Est et la place qu'ils accordent à la coopération dans le cadre de la décentralisation en cours dans leurs pays. Des études de cas, et une bonne collection de fiches techniques.

Nouveaux pouvoirs locaux, nouvelles coopérations
Actes des Universités de Printemps - Vétérinaires Sans Frontières (VSF) / RESACOOP - 23 et 24 mars 2001, Par Anne-Laure Jubert, Lyon, 2001.
63 pages + annexes, 6 fiches techniques. ISBN 2 911159 32 2
Prix : 9,15 € (plus frais de port).
Service Documentation de VSF
14, avenue Berthelot
69361 Lyon cedex 07
France
E-mail : doc@vsf-france.org

La gestion locale des forêts porte ses fruits

■ La gestion des forêts est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur



les perceptions et concepts locaux. Cette idée, Paul Kerkhof la réaffirme dans son livre *La gestion locale des forêts au Sahel*, un

ouvrage qui se distingue par sa clarté et sa concision.

Quand les principaux utilisateurs ont leur mot à dire dans la gestion de la forêt, celle-ci est plus efficace et plus équitable que si elle est laissée aux seuls soins des organisations forestières gouvernementales. Kerkhof se démarque de la vision compartimentée des aspects agro-écologiques et socio-économiques de la forêt, préférant partir de la réalité. Il décrit des techniques concrètes d'aménagement comme le système *tigre* au Niger (parcelles de forêts rappelant une peau de tigre) et valorise le rôle des éleveurs et des troupeaux dans la gestion des forêts. Il met aussi

très bien en lumière le rôle que les arbres, les bois et les forêts jouent dans les stratégies de survie des ménages et des communautés. La plupart des exemples proposés sont issus de projets au Mali, au Niger et au Soudan, et sont complétés par des données provenant du Burkina Faso et du Tchad.

La gestion locale des forêts au Sahel
Vers un nouveau contrat social
Par P. Kerkhof, revu par G. Foley,
SOS Sahel, Londres. 2000. 83 p.
ISBN 1 901459 28 4
Disponible sur demande
SOS Sahel International
1 Tolpuddle Street
London N1 0XT
UK
Fax : + 44 20 7837 0856
E-mail : mail@sahel.org.uk

Chercheurs, protégez vos travaux

■ La propriété intellectuelle ne se limite pas aux droits de diffusion ou de reproduction d'œuvres artistiques, littéraires, musicales ou autres. Elle concerne aussi les plantes, les micro-organismes, les gènes, les molécules, les AOC (appellation d'origine contrôlée), les labels ou encore les procédés industriels, les marques, les logiciels, les bases de données et les sites Internet.

Ce guide pratique des droits de propriété intellectuelle examine en détail les définitions des produits protégés, la couverture et la durée de la protection au niveau national et international.



Clair et accessible, il devrait aider les scientifiques et les gestionnaires de la recherche à mieux protéger et valoriser leurs

travaux intellectuels et techniques. Les annexes, fort utiles, incluent les principaux textes juridiques, la liste des conventions internationales dans ce domaine, un carnet d'adresses et des références bibliographiques.

Les droits de propriété intellectuelle.
Guide pratique
M.-F. Céliarier & D. Marie-Vivien,
Cirad, 2002. 108 pages.
ISBN 2 87614 477 8
11 €
La librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

Devenez expert en sécurité et hygiène alimentaires



■ L'exigence de sécurité et d'hygiène alimentaires est importante pour les consommateurs, pour

s'assurer du respect par le secteur agro-alimentaire des normes de qualité établies par la communauté internationale et pour permettre l'exportation de produits sains et sûrs.

C'est dans cet esprit que la FAO propose ce manuel de formation destiné aux formateurs des agents du secteur public et privé qui œuvrent dans ce secteur.

Bien structuré et doté de nombreuses fiches techniques et encadrés pratiques, le manuel comporte trois parties, portant respectivement sur les principes et méthodes de la formation, les

principes généraux d'hygiène alimentaire du Codex Alimentarius et le système d'analyse des risques et des points critiques de contrôle (HACCP).

Systèmes de qualité et de sécurité et hygiène alimentaires
Manuel de formation sur l'hygiène alimentaire et le Système d'analyse des risques et points critiques de contrôle (HACCP)
FAO, 2001. 233 pages.
ISBN 92 5 204115 x
FAO Groupe des ventes et de la commercialisation
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome
Italie
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org

Modèles



■ De nos jours, aucun paysan ne peut plus se contenter de cultiver. Il doit aussi prendre des décisions fondées sur les données de l'environnement naturel, social et économique. C'est pourquoi la recherche agricole sort du champ tradi-

tionnel des systèmes de culture pour s'ouvrir de plus en plus à l'écosystème cultivé. Cependant, concevoir de nouveaux outils d'aide à la décision dans ce domaine n'est pas simple. Cela demande de combiner les sciences agronomiques et biologiques, les mathématiques, l'informatique et les technologies de l'information pour comprendre, modéliser, simuler la réalité et en tirer des enseignements pour agir.

C'est l'objet de cet ouvrage coédité par le CIRAD et l'INRA, qui s'attache à illustrer – par des exemples puisés au Nord comme au Sud – les différentes facettes de l'aide à la décision au niveau de la plante, de la parcelle ou de l'exploita-

tion comme à celui du territoire ou de la région : comment diagnostiquer, évaluer et conduire un système de culture.

Voilà un ouvrage fort utile pour les chercheurs, les étudiants et les enseignants en sciences agronomiques qui s'intéressent au potentiel de la modélisation comme outil d'aide à la décision dans la gestion intégrée des agroécosystèmes.

Modélisation des agroécosystèmes et aide à la décision
Editions CIRAD – INRA (2001)
45 €
La librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

Nourrissez votre esprit

■ L'alimentation est souvent traitée en termes de rendement agricole ou d'apports protéino-énergétiques, mais plus rarement en termes poétiques... et pourtant l'exaltation lyrique des bienfaits que la nature nous prodigue dans les champs, les rivières ou les pâturages est omniprésente dans les chants qui rythment la course du mortier dans le pilon, les berceuses chantées aux enfants ou les récits des veillées villageoises.

C'est cette belle parole villageoise que ce recueil nous propose, à la suite de l'étonnante initiative du CIRAD qui a organisé un concours de création poétique sur le thème de la nourriture. Les réponses recueillies sont talentueuses, fraîches, inventives

et évoquent toutes les facettes de la nourriture, à l'image du fofou *qui sort en boubou blanc comme un pèlerin à La Mecque et marche comme un paon enthousiaste*, du sorgho *qui fait des empires et défait des peuples* ou du manioc *de l'Afrique ancestrale, fabuleusement arrivé chez nous, glissant de compassion sur le dos hostile des océans*, sans oublier les *contrées de la bombance, où les ventres rabougris ignorent le ré mineur des crampes convulsives*.

Qu'ils soient drôles, émouvants ou sensuels, ces poèmes sont toujours un merveilleux témoignage de la créativité du monde rural. Un seul regret : l'édition est de piètre qualité et ne rend pas justice à la poésie. En tout cas, elle ouvre l'appétit...



Le grain, le cœur et le mot
Editions Le feu de brousse/CIRAD
2001
12,96 €
La librairie du Cirad
TA 283/04, avenue Agropolis
34398 Montpellier cedex 5
France
Fax : + 33 4 67 61 55 47
E-mail : librairie@cirad.fr

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du

groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@net-library.de – Site Web : <http://www.net-library.de/triops.html>

Courtage au Bénin

■ La production de l'igname chute alors que sa consommation augmente dans les villes du sud du Bénin. Une analyse de ce paradoxe conduit à suggérer que la régulation du marché de l'igname ne soit pas seulement basée sur les prix, mais qu'elle prenne aussi en compte les facteurs sociaux. Cette étude est très intéressante, ne serait-ce que pour la précision de sa méthodologie.

Réseaux, marchés et courtage :
La filière igname au Bénin (1990-1997)
par Jean Adanguidi, LIT Verlag, 2001. 328 pages.
ISBN 3-8258-5421-3
25,90 €
LIT Verlag
Grevener Str. 179
8159 Münstereifel
Allemagne
Fax : + 49 251 231972
Email : lit@lit-verlag.de

Les Niayes du Sénégal

■ Voici une étude de l'agriculture périurbaine des Niayes du Sénégal, frange littorale étroite et fertile entre Dakar et l'ancienne capitale, Saint-Louis. Analysant les systèmes de production, la problématique de l'utilisation des terres, les interactions horticulture-élevage et les problèmes d'environnement, cet ouvrage met en évidence la fragilité de cette agriculture.

Cité horticoles en sursis
sous la direction de Safiétou Touré Fall et Abdou Salam Fall
CRDI, 2001, 120 pages.
ISBN 0-88936-936-4,
CAD 25
Centre de recherches pour le développement international
PO Box 8500
Ottawa, Canada K1G 3H9
Email : pub@idrc.ca

Regardez les arbres hors forêt

■ Arbres fruitiers, arbres des champs, des haies et des parcs, arbres d'agrément, arbustes sauvages, bosquets : tous ces arbres sont depuis des millénaires la providence des humains, dispensant énergie, nourriture et boisson, remèdes et matériaux. Leur rôle est à peine documenté. Cet ouvrage esquisse des lignes de réflexion et d'action pour une bonne prise en compte de ces ressources et leur intégration dans les politiques de gestion du territoire.

Les arbres hors forêt. Vers une meilleure prise en compte
FAO, 2001. 232 pages.
ISBN 9252046569
Prix : 28 \$US + 30 €
FAO Sales and Marketing Group
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Fax : + 39 06 57 05 33 60
E-mail : publications-sales@fao.org

Plan stratégique L'importance du facteur humain

Nous sommes à l'ère des réseaux. Vous pouvez joindre n'importe qui sur terre, en passant au maximum par trois intermédiaires et sans même utiliser les mass-médias. Ce simple calcul était la litanie du « réseuteur » des années 1970 et 1980 quand les réseaux sont devenus dominants – mais il ne fonctionne pas toujours, notamment pour les échanges d'information et de savoir agricoles.

Le CTA a été fondé en 1984 à l'aube de cette ère, mais dans le contexte et avec les valeurs de l'ère précédente telles que précisées dans la Convention de Lomé, elle-même adoptée au milieu des années 1970. Aujourd'hui, alors qu'il approche de son vingtième anniversaire, le Centre a évolué pour devenir une véritable organisation en réseau. Le monde dans lequel il travaille et les secteurs agricoles qu'il sert dans les pays ACP ont récemment changé de façon significative. L'Accord de Cotonou a succédé à la Convention de Lomé, les interventions de l'État ont diminué et la société civile s'est développée, les hiérarchies se sont fondues dans des « organisations plates », les partenariats sont de mise partout et les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont révolutionné la vie et les relations de beaucoup de gens.

Les besoins des publics du CTA en information ont changé en nature et en volume. Les réponses à ces besoins aussi. On ne s'étonnera donc pas que le Centre ait réévalué et recentré ses activités dans un nouveau plan stratégique et un cadre d'action pour la période 2001-2005.

Multiplication

Selon Carl B. Greenidge, le directeur du CTA que nous avons interviewé pour *Spore*, ce plan marque un changement d'accent dans les objectifs centraux du CTA. La fourniture directe d'information continuera, parfois de façon plus compacte mais toujours plus précise, avec des mesures visant à optimiser son efficacité. Le Centre aidera davantage les partenaires et bénéficiaires à se brancher sur les réseaux et à interagir avec les autres acteurs, en améliorant leurs compétences en gestion de l'information et de la communication.

Le vrai changement stratégique du plan réside dans l'usage délibéré d'une démarche « multiplicatrice ». Le CTA cherchera à multiplier l'impact de son travail, à travailler avec des bénéficiaires qui peuvent multiplier la valeur de l'information qu'ils utilisent en la partageant avec d'autres, et à renforcer les capacités multiplicatrices de ses partenaires.

Concrètement, cela signifie travailler, directement ou indirectement, avec des organisations à tous les niveaux, régional, national ou local – des ministères aux organisations pay-

sannes ou aux groupements féminins. Dans la mesure où une organisation est constituée d'individus qui travaillent ensemble, on ne peut pas dire que le CTA ne travaillera pas avec des individus, mais il ne le fera que dans un contexte collectif où le partage de l'information est organisé. La façon dont cela se fera dépendra de chaque situation, ce que M. Greenidge appelle « un cheval différent pour chaque type de course ».

Numérique

Le deuxième changement du plan consiste à mobiliser davantage les TIC « modernes » pour préparer, traiter et diffuser l'information, tout en continuant à utiliser les outils plus classiques. En clair, cela signifie utiliser plus l'édition électronique, les réseaux informatiques ainsi que des médias comme la radio et, si possible, les satellites. Un projet en cours de préparation prévoit, dans un proche avenir, la distribution de *Spore* par satellite en plus de ses versions imprimée et électronique.

Le plan décrit trois départements déjà opérationnels depuis plusieurs mois : le département Produits et services d'information, le département Services et canaux de communication et le département des Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication (GIC). Ces activités sont soutenues par des services groupés dans un dépar-

tement Planification et services communs compétent pour des « questions transversales » comme les TIC, le capital social et le genre communes à l'ensemble des activités du Centre. C'est une manière de mieux sensibiliser le personnel aux questions générales et de renforcer ainsi ses compétences. Une autre consiste à organiser des séminaires internes ; le thème du genre et celui des organismes génétiquement modifiés y ont déjà été abordés.

Cependant, le volet le plus significatif du plan est la reconnaissance de l'importance du facteur humain dans les réseaux. De nombreuses institutions ont une vue limitée des réseaux, considérant ceux-ci seulement comme des relations mécaniques entre des institutions ou des ordinateurs reliés les uns aux autres. Le plan stratégique du CTA va, heureusement, plus loin. Selon M. Greenidge, « il s'agit d'utiliser les réseaux sociaux. Pour que le partenariat prenne tout son sens, nous devons mieux utiliser les réseaux informels dans lesquels les populations rurales coopèrent ». Voilà un bon exemple de la « créativité » qu'il appelle de ses vœux pour le Centre. Une autre de ses attentes concerne *Spore* : « *Spore* doit interpeller davantage les lecteurs en termes de contenu et soulever plus de questions plutôt que de (seulement) proposer un traitement 'non polémique' de l'information. » Message bien reçu, et bien doux à nos oreilles !

Boîte postale 380

Ces dernières semaines, les personnes qui s'occupent du courrier au CTA ont été submergées par les vagues de lettres répondant à l'enquête de lecture. Continuez à nous écrire, s'il vous plaît, vos lettres habituelles aussi. Vos photos et vos dessins sont bienvenus, tout autant que vos informations, vos opinions et vos demandes. Cela nous aide à expliquer notre travail à nos collègues et voisins. Même le préposé du bureau de poste et le facteur s'y intéressent !



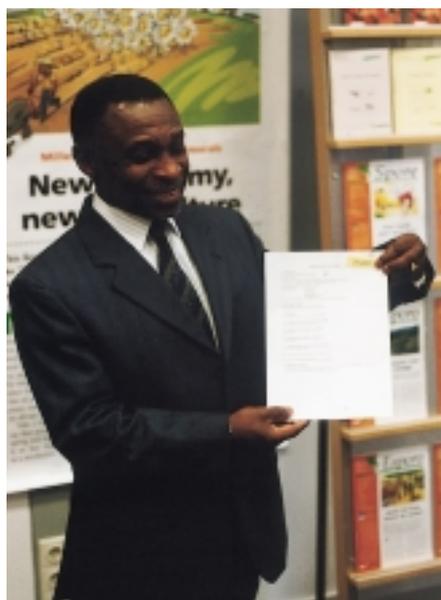
Affranchi !

■ Grâce à vos commentaires, nous savons que les articles de *Spore* sont lus très attentivement, mais une lettre de **Abayneh Mekonnen**, de North Shoa, Éthiopie, remporte le prix de l'attention aux détails. M. Mekonnen lit même le texte sur les timbres, dans Boîte postale 380, et a découvert son propre nom sur l'un d'eux (*Spore* 96). Il ressemble au nom local du Nil bleu, « un des plus grands fleuves du pays. Il prend sa source dans le Lac Tana, dans le nord de l'Éthiopie ». Voilà une nouvelle façon « d'être au courant » !

De A à Z

■ **Jean-Marie Hermann Ndi**, de Messa au Cameroun, nous pose une question et nous explique comment le contenu de *Spore* est diffusé dans sa société, la SEPJM.N. « Dès que nous recevons *Spore*, la direction générale de la société prend connaissance du document, extrait les grandes lignes qu'elle juge nécessaires et les met à la disposition de ses agents ainsi que de la communauté villageoise qui assiste à nos séminaires de formation. Mais nous voulons savoir si le CTA ne peut pas nous donner certaines informations relatives à l'olivier, sa culture,

Enquête de lecture Et les gagnants sont...



Carl B. Greenidge montre la réponse gagnante au personnel et aux hôtes du CTA : Sam Matsangaise, responsable de Spore à sa gauche, Helen Oguli et Paul Osborn, le rédacteur en chef du magazine, à sa droite.

Au 1^{er} février 2002, nous avons reçu 957 réponses de lecteurs à l'enquête « Comment utilisez-vous Spore ? ». En fait, plusieurs centaines de réponses supplémentaires nous sont parvenues depuis, qui seront prises en compte dans l'analyse que nous publierons bientôt.

Le 1^{er} mars, nous avons procédé au tirage du prix dans les locaux du CTA. Les numéros des 957 réponses ont été mis dans une coupe et trois d'entre eux ont été tirés au hasard par le directeur du CTA, Carl B. Greenidge. Les numéros gagnants (14, 261 et 523) concer-

nent M. H.M. Tesfaye, entomologiste au Centre Wonji Shoa de recherche et de formation sur la canne à sucre, en Éthiopie, M. J.T. Mamman, animateur régional de l'Organisation People-Oriented Development d'Ecwa, un programme de développement communautaire de l'État de Kaduna, au Nigeria, et M. Getachew Nigussie Mekonnen, assistant vétérinaire au ministère de l'Agriculture à Addis-Abeba, en Éthiopie. Chacun d'eux recevra des unités de crédit CTA supplémentaires et/ou un abonnement à Spore.

Bravo aux trois gagnants ! Et merci à tous ceux qui ont écrit, faxé, téléphoné leurs réponses ou les ont envoyées par e-mail ou par Internet. Chacun recevra un petit quelque chose en récompense de ses efforts. En plus, pour vous remercier tous, que vous ayez ou non répondu à l'enquête, nous recentrerons bientôt Spore sur la base des besoins que vous avez exprimés.



ses produits, et si on peut le trouver et le cultiver en zone humide tropicale. »

Malheureusement, M. Hermann Ndi, le CTA n'a pas de publication sur la culture de l'olivier. Cet arbre ne pousse pas sous la plupart des climats ACP. Il supporte les fortes chaleurs, mais il a besoin d'un hiver froid et humide (3 °C en moyenne) pour produire ses fruits et il ne peut pousser à une altitu-

de supérieure à 600 m. On le trouve surtout autour de la Méditerranée (Algérie, Tunisie, Turquie, Grèce, Italie et Espagne) ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, dans le sud-ouest des États-Unis et – unique pays ACP – en Afrique du Sud. Son principal produit est son fruit qui est utilisé comme aliment ou pressé pour obtenir une huile d'assaisonnement ou de cuisson.

Cacao durable

■ Dans Spore 94, nous avons montré une affiche sur le cacao, publiée par Farming World Services, Box 294, Ikom, Cross River State, Nigeria ; e-mail : farmingworld2000@yahoo.com. Le coordonnateur de FWS, **Henry Ogar Etta**, nous écrit que « l'État de Cross River, au Nigeria, est en tête pour l'agriculture durable, particulièrement pour le cacao, l'huile de palme et l'ananas et a même récemment obtenu un prix national pour ses efforts. FWS voudrait soutenir ces beaux efforts en installant des pépinières de plants améliorés pour les distribuer aux agriculteurs et en encourageant la culture biologique du cacao ».

FWS gère un centre documentaire dynamique et bien pourvu (voir photo). Si vous êtes dans le coin, allez y faire un tour. Cela vaut la visite.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. Spore est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : SPORE est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :
Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe,
Bernard Favre, Singy Hanyona,
Erik Heijmans, Catherine Marzin,
Dudley Moloi, Paul Osborn,
Jacques Sultan.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicepe, France
© CTA 2 001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de Spore peut être librement reproduit.
Merci de mentionner Spore comme source.



Jane Kyomuhendo Baitwa dirige le service d'information de la Fédération nationale ougandaise des agriculteurs (UNFFE) – anciennement l'UNFA – à Kampala, ainsi que son magazine *Farmers' Voice*. Journaliste professionnelle avec une expérience radio, elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Makerere.

Les professionnels de l'information

Question de confiance

À l'image de la nouvelle génération de professionnels de l'information, Jane est ouverte, enthousiaste, engagée, dynamique. Entre deux ateliers du séminaire CTA sur les organisations paysannes, elle a répondu aux questions de *Spore* sur son travail, son action et ses rêves. Un brin de conversation à l'ombre d'un arbre.

« **L'**information, c'est le pouvoir. L'information et le savoir vous mettent en confiance et vous permettent de prendre des décisions en connaissance de cause. » Veut-elle dire par là qu'une personne accomplie ne doute pas d'elle-même et que certaines personnes avec qui elle travaille ne sont pas des agricultrices et agriculteurs accomplis ? En un sens, oui. Certains ne sont pas sûrs d'eux, même s'ils sont issus d'une famille qui cultive la terre depuis des siècles. Ils ont l'information pratique, certes, mais ils n'en savent pas assez sur les marchés. Un producteur qui ignore la demande du marché n'aura peut-être pas de débouché, même s'il produit un excellent maïs. Alors, il risque de se désintéresser de son maïs, puisque celui-ci ne lui rapporte rien.

Et le pouvoir, demandons-nous ? Notre travail, rétorque Jane, consiste à donner aux gens le pouvoir et la confiance en soi en les informant. Beaucoup de gens n'osent pas se

valeur, car ils ne peuvent ni la toucher ni la sentir. Un vulgarisateur peut montrer des semences ou des espacements à respecter dans la culture du maïs, et les paysans verront et apprécieront directement. Avec l'information, ils ne réagissent pas aussi vite.

Jane se penche en avant, comme pour marteler son propos sur une note plus positive. « Certaines personnes apprécient l'information, d'ailleurs des agriculteurs écrivent dans notre revue *Farmers' Voice*. » Au passage, nous plaisantons avec elle : qu'est-ce qui vaut mieux, publier les lettres de lecteurs en première page comme dans *FV* ou en dernières pages comme dans *Spore* ? Jane parle d'un agriculteur de la région du centre qu'elle a rencontré pendant un atelier et qui lui a dit : « J'ai lu un article sur un agriculteur qui produit, dans une autre région, des oranges et des fruits de la passion et je me suis dit, s'il peut le faire, pourquoi pas moi ? » Les fruits de la passion sont devenus sa principale source de revenus et la plus sûre. Ce qu'il a bien

Et tout le monde est comme lui, demandons-nous ? Pas tout le monde : certains liront quelque chose, l'apprécieront et le mettront en pratique ; d'autres n'en feront rien de concret. L'information, suggérons-nous, serait-elle comme les semences qui tombent ici sur un sol fertile ou là sur les cailloux, comme on le dit dans la Bible ? Jane développe l'idée : ce n'est pas une question de terre caillouteuse. La terre peut être très fertile, mais elle a besoin d'eau. L'information peut tomber sur cette terre fertile, mais manquer de pluie. L'énergie des gens peut avoir sur l'information l'effet de la pluie sur une semence.

Jane parle avec fierté des émissions de radio de son organisation et de sa collection de cassettes pour les agriculteurs, en six langues. Elle évoque la façon dont chaque exemplaire de *FV* est lu par quatre personnes et est diffusé dans les écoles, et son projet d'augmenter le tirage au-delà des 2 000 exemplaires actuels en le finançant par la publicité.

Qu'est-ce qui l'a déçue ? La maigre couverture des thèmes agricoles par la presse écrite. L'attitude des journalistes, qui demandent un « coup de pouce », et des rédacteurs qui dissertent sur la culture du haricot, mais n'abordent pas les grandes questions politiques. Jane s'enflamme et parle d'organiser un atelier pour les journalistes afin de gagner leurs plumes.

A-t-elle un rêve, un rêve professionnel ? Ses yeux brillent un peu plus, sa main bat l'air fermement. Je veux être dans un réseau, aider à donner la bonne information aux agriculteurs, créer une boutique où l'on puisse tout trouver, mais elle n'existe pas encore parce que les investisseurs, les agences d'appui n'apprécient pas la circulation de l'information à sa juste valeur.

Ah ! Mais ça, c'est parce qu'ils n'ont pas encore rencontré Jane... la confiance personnalisée.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.

« L'énergie des gens peut avoir sur l'information l'effet de la pluie sur les semences... »

lever et prendre la parole, parce qu'ils ont peur de ne pas dire « ce qu'il faut », mais s'ils sont informés, s'ils sont sûrs d'eux, ils peuvent faire de bons commentaires ou poser la bonne question au bon moment. Cela les aide à s'engager.

Moi-même, ajoute-t-elle, j'ai besoin de confiance pour aller chercher la bonne information, par exemple chez mes collègues – chercheurs, agronomes, vulgarisateurs, commerciaux ou chargés du crédit. J'ai besoin qu'ils apprécient mieux le rôle de l'information et qu'ils ne considèrent pas qu'ils ont d'autres priorités quand je leur demande un article.

Mais, insistons-nous, pense-t-on encore vraiment ainsi au XXI^e siècle, en pleine ère de l'information ? Pas intentionnellement, nous rassure-t-elle. En fait, la plupart des gens ont du mal à estimer une information à sa juste

fait comprendre à ses collègues participant à l'atelier, c'est qu'il faut apprécier la connaissance et toujours chercher à en savoir plus. En fait, le savoir a changé sa vie.

J'ai aussi écrit sur un autre paysan, Jane continue, car il ne connaissait pas l'anglais et n'était pas en mesure de lire l'article. Il a été lu jusqu'au Danemark où se trouve le principal bailleur de fonds de l'UNFFE. Une organisation paysanne danoise s'est intéressée à lui et, quand son équipe de tournage est venue en Ouganda pour un film, elle lui a rendu visite. En fin de compte, il a obtenu une formation spéciale en vulgarisation, car il était doué pour transmettre des connaissances à ses collègues paysans. Croyez-moi, il est maintenant très sûr de lui, il s'est vraiment épanoui et, quand il vient au bureau, il demande ceci et cela, car il sait qu'il connaît exactement les besoins des autres agriculteurs.